

PROVINCIAL ENGAGEMENT INITIATIVE - RÉSUMÉ

MARS 2026

OBJECTIF – INTRODUCTION

Alberta Association of Immigrant Serving Agencies (AAISA) vise à servir de relais central, en veillant à ce que les informations recueillies au sein des comités soient synthétisées et partagées, permettant ainsi aux membres de bénéficier des connaissances régionales et d'éviter de travailler en vase clos.

Par le biais de l'Initiative d'engagement provincial (PEI en anglais), l'AAISA cherche à renforcer les mécanismes de collaboration structurés et fondés sur les informations régionales au sein du secteur de l'établissement. L'initiative PEI a offert aux organismes des occasions significatives de se réunir au niveau régional afin de créer une vision provinciale pour l'établissement et l'intégration des nouveaux arrivants. Grâce à ce travail, les organismes membres bénéficient d'une meilleure cohésion sectorielle, d'opportunités de développement professionnel certifiées, d'un accès accru aux informations régionales et d'opportunités renforcées au sein de l'écosystème d'établissement de l'Alberta.

Cette note de synthèse présente une synthèse des principales informations et expériences issues de la période de participation de l'initiative PEI 2025-2026, qui a mobilisé des comités régionaux à Calgary, Edmonton et dans les petites localités. Le mandat a officiellement débuté en avril 2025 et s'est achevé en mars 2026, offrant une période complète de réflexion sectorielle, de dialogue fondé sur des données probantes et de planification collective. Ce document vise à affiner les discussions stratégiques, à mobiliser des connaissances exploitables et à orienter les recommandations qui renforcent les priorités définies par les membres à l'échelle du secteur.

ENJEUX PERMANENTS : PRINCIPALES TENDANCES ET THÈMES

PRESTATION DE SERVICES D'ÉTABLISSEMENT ET D'INTÉGRATION

Au cours des discussions de 2025-2026 sur la prestation des services d'établissement et d'intégration, les membres se sont concentrés sur les besoins des clients vulnérables et les obstacles limitant leur accès aux services. Les organismes ont mis en évidence les défis affectant des groupes tels que les femmes, les personnes âgées, les clients peu alphabétisés,

les jeunes plus âgés, les personnes handicapées, les survivants de la torture, les clients LGBTQ+, les clients non admissibles à l'IRCC, les nouveaux arrivants racialisés et ceux ayant des besoins médicaux complexes. Ces discussions de l'e se sont déroulées dans un contexte de pressions croissantes sur le secteur, dues à l'évolution des politiques, aux contraintes économiques et à la dynamique sociale changeante en Alberta.

FÉVRIER 2025

Au cours de ce trimestre, les organismes du secteur de l'établissement et de l'intégration ont signalé des changements importants dans la prestation des services, sous l'effet d'une demande croissante, des pressions du marché du travail et des contraintes de capacité au niveau du système. Les discussions ont mis en évidence les progrès, les efforts de collaboration et les défis persistants dans les domaines des programmes linguistiques, des services d'emploi, des aides au logement, des partenariats en matière de santé et de la défense des droits de la personne.

Les organismes ont fait état d'une expansion continue des aides linguistiques informelles et en milieu de travail afin de combler les lacunes en matière de disponibilité de la formation formelle. Les groupes de conversation, les cours sans rendez-vous, les sessions animées par des bénévoles et le coaching en milieu de travail soutenu par les employeurs ont joué un rôle clé pour répondre aux besoins des clients ayant des horaires irréguliers. Les outils d'apprentissage mobiles sont également apparus comme une option flexible pour les apprenants. Malgré ces avancées, les organisations ont noté des défis persistants tels que le financement limité, les obstacles liés à la culture numérique et une participation irrégulière.

En réponse aux pénuries de main-d'œuvre persistantes dans les secteurs de la santé, de la construction, des métiers spécialisés et des technologies, les organismes ont renforcé leurs programmes d'emploi sectoriels. Les investissements se sont concentrés sur la formation aux postes en forte demande, le renforcement des aides à la reconnaissance des diplômes et l'amélioration des services de préparation à l'emploi, notamment les techniques d'entretien et l'orientation à la culture d'entreprise. Les employeurs ont été de plus en plus impliqués pour aligner la formation sur les besoins réels de recrutement, tandis que des efforts supplémentaires ont ciblé les jeunes et les étudiants étrangers. Parmi les principaux défis figuraient la volatilité du marché du travail, la longueur des procédures d'obtention de licence et les ressources limitées pour la formation spécialisée.

Les pressions liées au logement sont restées une préoccupation majeure, incitant les organismes à intensifier leur collaboration avec les propriétaires et à renforcer les aides à l'orientation pour aider les nouveaux arrivants à comprendre les systèmes de location, leurs droits et leurs obligations. Certaines organisations ont mis en place des solutions pilotes de logement temporaire et partagé pour pallier l'absence d'options permanentes. Le plaidoyer auprès des parties prenantes municipales et provinciales a continué de mettre en avant les problèmes d'accessibilité financière et les obstacles systémiques. Cependant, la pénurie de

logements abordables, la discrimination dans les processus de location et l'épuisement professionnel du personnel ont été identifiés comme des obstacles majeurs.

La collaboration intersectorielle avec le système de santé s'est renforcée grâce à des accompagnateurs en santé, des cliniques mobiles, des salons de la santé et des ateliers conjoints portant sur la vaccination, la santé des femmes et le bien-être mental. Les partenariats avec des organisations de santé mentale ont amélioré l'accès à des services de conseil et d'éducation adaptés à la culture. Pourtant, les organismes ont noté des défis persistants dans l', notamment de longues listes d'attente, des barrières linguistiques au sein des services de santé traditionnels et le besoin d'un financement durable. Parallèlement, les organismes ont continué à faire part de leurs préoccupations concernant les obstacles systémiques en matière de droits de la personne, en particulier pour les travailleurs étrangers temporaires, qui évitent souvent de signaler les violations par crainte de représailles, de perte d'emploi ou d'expulsion.

Au cours de ce cycle de réunions, les membres de Calgary, d'Edmonton et des petites localités ont fait état d'une pression soutenue sur le système d'établissement et d'intégration, alimentée par la demande croissante des nouveaux arrivants, les pénuries de main-d'œuvre et les capacités limitées. Les organismes ont mis en avant les changements intervenus en début d'année dans la prestation des services, notamment l'élargissement des aides linguistiques informelles, le renforcement des parcours d'emploi spécifiques à certains secteurs, ainsi que l'intensification de l'accompagnement en matière de logement et de l'engagement des propriétaires face aux défis persistants liés à l'accessibilité financière. La collaboration avec les partenaires du secteur de la santé (par exemple, les accompagnateurs, les cliniques mobiles et les services de soutien en santé mentale) a continué de se développer, même si les longues listes d'attente et les barrières linguistiques restent importantes. Dans toutes les régions, les préoccupations persistantes concernant les obstacles systémiques aux droits de la personne, qui touchent particulièrement les travailleurs étrangers temporaires, ont souligné la nécessité de poursuivre le plaidoyer et l'action coordonnée à mesure que le cycle de réunions avance.

AOÛT 2025

Lors de la réunion du deuxième trimestre, les organismes des petites localités ont mis en évidence d'importants défis intersectoriels touchant les organismes des zones rurales et des petites collectivités. Les membres ont fait état d'obstacles persistants à l'accès à des soins de santé adaptés à la culture, notamment des barrières linguistiques, un manque d'harmonisation avec les processus d'Alberta Health, de longs délais d'attente et des ressources insuffisantes dans les zones rurales. Les préoccupations liées au logement ont occupé une place prépondérante, les organismes dénonçant de mauvaises conditions de logement, un soutien juridique limité et des pratiques des propriétaires qui ne tiennent pas compte des besoins des nouveaux arrivants, malgré l'émergence de partenariats tels que les collaborations avec les cliniques juridiques communautaires.

Les barrières linguistiques ont également persisté dans les petits centres, aggravées par la réduction des financements, la disponibilité limitée des services francophones et le faible accès au numérique chez les clients. Le travail antiraciste s'est heurté à une résistance croissante, les agences observant un engagement symbolique et une surveillance accrue des étudiants internationaux. Ces préoccupations ont collectivement souligné l'urgence de stratégies coordonnées et menées par les membres pour améliorer la prestation équitable des services et renforcer la résilience dans les communautés rurales et les petites localités.

À Calgary, les participants se sont concentrés sur l'élaboration de stratégies axées sur la communauté dans les domaines des soins de santé, des services linguistiques, de l'emploi, de l'établissement et des initiatives antiracistes. Les organismes ont mis en évidence les défis persistants en matière de soutien à la santé mentale des nouveaux arrivants (par exemple, la violence familiale, les tensions relationnelles et la thérapie de couple), soulignant la nécessité de services ancrés dans la culture et la religion pour les communautés diverses, y compris les nouveaux arrivants musulmans. Les services linguistiques ont été considérés comme essentiels à la réussite des nouveaux arrivants, et les organismes ont eu recours à des actions de sensibilisation ciblées, à des évaluations des besoins et à un personnel sensibilisé aux différences culturelles pour offrir un soutien linguistiquement précis et culturellement pertinent, en particulier aux clients francophones issus de minorités ethniques.

Les discussions sur l'emploi ont mis l'accent sur la nécessité de programmes plus pratiques en français, s'appuyant sur des initiatives fructueuses telles que le programme Agility¹, tandis que les orientations vers des prestataires de services francophones restaient des soutiens essentiels. Le marché du logement à Calgary continue de subir une pression importante, les organismes soulignant l'intérêt des événements de mise en relation entre les nouveaux arrivants et les propriétaires, ainsi que l'importance de relations durables avec ces derniers pour garantir un logement. Les efforts de lutte contre le racisme ont été renforcés grâce à des initiatives communautaires à Edmonton et à St. Albert, et les membres de Calgary ont souligné l'urgence de mettre en place des cadres inclusifs qui donnent la parole aux nouveaux arrivants et s'attaquent à la montée du sentiment anti-immigrés.

Les participants du comité d'Edmonton ont souligné la forte collaboration entre les organismes pour la prestation de services linguistiques à travers la province. Des évaluations sont disponibles dans plusieurs villes, y compris en français, et le personnel multilingue ainsi que les services d'interprétation améliorent l'accessibilité. Les membres ont souligné l'importance du choix des clients, des pratiques tenant compte des traumatismes et de la sensibilité culturelle, recommandant que les voies d'orientation entre les organismes

¹ [Programme AGILITY - CANAF Alberta](#)

anglophones et francophones soient formalisées. Le programme d'anglais des affaires de 64 heures² a été mis en avant comme un modèle efficace pour la préparation à l'emploi.

Les discussions sur l'emploi ont mis en évidence la disponibilité limitée d'offres d'emploi exclusivement en français en Alberta, ce qui incite de nombreux nouveaux arrivants francophones à apprendre l'anglais. Les organismes ont identifié des possibilités de renforcer les liens avec les employeurs bilingues et de développer des parcours d'emploi intégrés. Les discussions sur l'établissement et le logement se sont concentrées sur la pression écrasante qui pèse sur le système d'hébergement, illustrant les préoccupations à l'échelle de la province concernant le logement d'urgence, les annonces privées non vérifiées et la nécessité de mécanismes d'orientation plus sûrs. Le dialogue sur la santé mentale a mis l'accent sur l'efficacité des programmes adaptés à la culture et menés par la communauté (par exemple, les accompagnateurs de patients et les soutiens axés sur les réfugiés) ainsi que sur la nécessité d'adopter des approches décolonisées et adaptées à la culture dans l'ensemble du secteur. Le comité a également fait progresser les efforts de lutte contre le racisme par le biais de groupes de discussion, d'ateliers et de petits-déjeuners biannuels sur la diversité, avec une transition croissante du modèle DEI vers un cadre ABC (Accès, Appartenance, Connexion)³ afin d'approfondir la résonance communautaire et la collaboration à l'échelle du secteur.

NOVEMBRE 2025

La réunion plénière de novembre a rassemblé les membres des trois comités régionaux PEI, créant ainsi un espace dédié permettant aux organismes d'examiner conjointement les priorités communes et les nouveaux défis à l'échelle de la province. Les membres ont participé à des discussions sur le renforcement des relations avec les communautés autochtones, l'élaboration de stratégies visant à favoriser des discours publics positifs et précis sur l'immigration, et l'exploration des liens entre l'accessibilité, l'inclusion et la maîtrise de la langue dans un contexte de plus en plus hostile aux immigrants. À travers des discussions en petits groupes et un dialogue collectif, les organismes ont apporté des idées qui renforcent la valeur d'une collaboration axée sur les membres pour façonner des approches équitables et éclairées par la communauté en matière d'établissement et d'intégration des nouveaux arrivants.

² Enseigner les compétences essentielles en anglais sur le lieu de travail : ateliers de perfectionnement professionnel - NorQuest College - Edmonton, Alberta

³ Voir Accès, communauté et sentiment d'appartenance

Les participants ont souligné que l'établissement de relations significatives avec les communautés autochtones est plus efficace lorsqu'il repose sur des partenariats durables et d'immersion culturelle, soutenus par un personnel dévoué et un apprentissage continu. Les organismes ont indiqué qu'une collaboration à long terme — telle que des enseignements culturels réguliers, des activités en lien avec le territoire et des programmes mis en œuvre conjointement — permet de mieux comprendre et de réduire les stéréotypes, dépassant de loin les efforts ponctuels ou symboliques. Cependant, des défis tels que le financement limité, les contraintes de personnel et les barrières linguistiques continuent de limiter la capacité à étendre ces initiatives à l'échelle de la province.

Les participants dans les comités PEI ont également identifié plusieurs approches efficaces pour renforcer le discours public sur l'immigration, notamment l'engagement communautaire coordonné par le biais de partenariats locaux en matière d'immigration, la lutte proactive contre les idées reçues, la mise en avant des contributions des nouveaux arrivants à travers des récits, et la sensibilisation des groupes ayant des perceptions mitigées ou négatives. Ces stratégies contribuent à contrer la désinformation, à réduire la recherche de boucs émissaires en période d'incertitude économique et à instaurer la confiance entre les divers groupes communautaires — en particulier lorsqu'elles s'appuient sur des messages cohérents et fondés sur des données factuelles.

Les discussions en petits groupes ont mis en évidence la nature complexe et interdépendante des obstacles à l'accessibilité auxquels sont confrontés les nouveaux arrivants, soulignant que ces difficultés découlent à la fois de situations individuelles et de contraintes systémiques. Les participants ont relevé des lacunes persistantes en matière d'infrastructures, des priorités de financement inadaptées et des ressources limitées qui entravent la prestation de services accessibles et inclusifs. Les usagers continuent de se heurter à des obstacles multiples (par exemple, la langue, la culture numérique et les difficultés liées à l'emploi), qui nécessitent des modèles de services intégrés et des approches flexibles, ancrées dans la communauté. Le modèle basé sur les bibliothèques d'Edmonton a été identifié comme un exemple efficace et évolutif de la manière dont les partenariats peuvent combler les lacunes en matière de ressources et rassembler de multiples soutiens dans des espaces communautaires accessibles.

Les participants ont également souligné l'importance de l'éducation du public et des efforts visant à changer les discours, notant qu'un plaidoyer efficace doit mettre en avant les contributions économiques, sociales et culturelles des nouveaux arrivants pour contrer le sentiment anti-immigrés croissant. Les organismes ont insisté sur la nécessité de lutter contre les préjugés communautaires par le biais d'un dialogue ouvert, du partage d'expériences vécues et de programmes intégrant les retours des nouveaux arrivants. Les bénévoles restent essentiels pour que l'AAISA puisse soutenir les efforts de renforcement

communautaire et de changement de discours malgré les contraintes de financement⁴. Les membres ont convenu que relever ces défis nécessite une approche coordonnée et à plusieurs niveaux qui ne se limite pas au financement de l'IRCC, car des problèmes systémiques plus larges et des décalages entre les financements provinciaux et nationaux continuent de limiter les capacités de première ligne et d'entraver l'accès à des services équitables.

Ensemble, ces observations soulignent le rôle crucial des réunions de l'IPÉ en tant que forum structuré où les membres identifient collectivement les nouveaux défis, partagent leur expertise régionale et définissent des priorités sectorielles coordonnées. Elles réaffirment également la nécessité de stratégies coordonnées et axées sur les membres qui renforcent les partenariats avec les Autochtones, modifient les discours publics et s'attaquent aux obstacles systémiques afin de garantir une prestation de services équitable et accessible dans toute l'Alberta, en veillant à ce que les points de vue des membres façonnent directement les priorités sectorielles, éclairent les stratégies coordonnées et renforcent une approche provinciale unifiée visant à améliorer l'établissement et l'intégration des nouveaux arrivants dans toute l'Alberta.

FÉVRIER 2026

Dans toute l'Alberta, les membres ont souligné que les barrières linguistiques restent l'un des obstacles les plus persistants à l'intégration des nouveaux arrivants. Les petites localités continuent de souffrir d'un accès inégal aux programmes LINC, tandis que des régions comme Fort McMurray et Red Deer sont confrontées à de longues listes d'attente, à de faibles niveaux d'alphabétisation, à un manque de services de garde d'enfants et à des possibilités limitées de pratique linguistique au sein de la communauté. Ces défis touchent de manière disproportionnée les familles rohingyas, les femmes peu alphabétisées et les nouveaux arrivants francophones dont les compétences linguistiques ne correspondent pas au marché du travail de l'Alberta, dominé par l'anglais.

Les membres ont également signalé une aggravation des pressions en matière de logement, l'accessibilité financière, la disponibilité et la discrimination limitant la stabilité des nouveaux arrivants ainsi que leur accès à l'emploi et à l'apprentissage de la langue. La pénurie de logements locatifs et les déficits de personnel à Lac La Biche, Bonnyville, St. Paul et Camrose, ainsi que les difficultés extrêmes d'accessibilité financière dans la vallée de la Bow, continuent de restreindre l'accès à un logement convenable, en particulier pour les

⁴ Près d'un tiers des organismes à but non lucratif fonctionnent avec moins de financement et de personnel, alors que la demande de services a augmenté. Les dirigeants d'organismes à but non lucratif indiquent que cet écart rend les bénévoles indispensables à la réalisation de leur mission et à leur impact sur la communauté. Une étude du Do Good Institute montre qu'à mesure que le financement et les effectifs diminuent, l'engagement des bénévoles devient encore plus essentiel pour soutenir le travail communautaire. Voir : [L'état de l'engagement bénévole : perspectives des dirigeants d'organismes à but non lucratif et des bailleurs de fonds | Do Good Institute](#)

familles nombreuses, les personnes seules à faible revenu et les clients en situation de handicap. De plus, les changements de politique fédérale et la montée du sentiment anti-immigrés créent un climat d'incertitude pour les travailleurs étrangers temporaires, les demandeurs d'asile et les étudiants internationaux, ce qui contribue à la tension émotionnelle du personnel de première ligne et accroît la demande sur des services déjà débordés.

À Edmonton, les membres ont identifié d'importantes lacunes en matière de formation linguistique, notamment la suppression des niveaux 5 et 6 du programme LINC et de longues listes d'attente pour tous les niveaux. Ces problèmes retardent les progrès des nouveaux arrivants vers l'emploi, l'éducation et l'intégration à long terme. Les familles parlant l'arabe, le tigrigna et des dialectes africains du français sont souvent confrontées à un faible niveau d'alphabétisation dans leur langue maternelle, ce qui rend même la communication traduite difficile, en particulier en ce qui concerne la sécurité et les droits des enfants. De nombreux nouveaux arrivants parrainés par le secteur privé arrivent avec un niveau CLB 3 ou inférieur et ont du mal à concilier le programme LINC, la préparation à l'emploi et leurs responsabilités familiales, tandis que la grave pénurie de places pour les niveaux CLB 5 à 8 limite encore davantage leur progression.

Les difficultés en matière de logement à Edmonton ne cessent de s'aggraver, avec des pressions croissantes sur l'accessibilité financière, la surpopulation et des tensions intergroupes de plus en plus vives dans les complexes de logements subventionnés. Les familles nombreuses, les nouveaux arrivants en situation de handicap et les petits ménages ayant besoin d'aménagements d'accessibilité se trouvent confrontés à des options particulièrement limitées en raison de la pénurie de grands logements et des règles d'occupation qui bloquent l'accès à des logements accessibles. Les membres ont également fait part de leurs inquiétudes concernant les coupes budgétaires fédérales imminentes, la montée du sentiment anti-immigrés et l'aggravation des problèmes de sécurité, notamment les incidents motivés par la haine et l'exploitation sur le lieu de travail. Malgré ces pressions, les prestataires de services ont souligné l'importance d'une collaboration élargie, de protocoles d'entente et d'une communication coordonnée pour maintenir la stabilité au sein du secteur de l'établissement.

Les membres de Calgary ont signalé une intensification des obstacles à la formation linguistique, due aux longues listes d'attente du programme LINC, à la suppression prochaine des cours de niveau CLB 5-6 et à une augmentation de plus de 3 600 apprenants de niveau 1 dans les programmes d'anglais et de français. Les prestataires de services ont noté une complexité croissante des cas et un recours accru à l'interprétation, ce qui alourdit la charge de travail du personnel sans augmentation correspondante des ressources. Les nouveaux arrivants sont souvent tiraillés entre la nécessité d'améliorer leur anglais et celle de travailler, ce qui les conduit souvent à occuper des emplois de survie qui limitent leur intégration à long terme. L'accès limité aux programmes linguistiques de niveau supérieur

affaiblit également les taux de réussite et les résultats en matière d'emploi, en particulier dans les filières de formation technique.

Les difficultés en matière de logement à Calgary restent graves, avec des obstacles liés à l'accessibilité financière, la surpopulation et l'escalade des tensions entre les groupes dans les immeubles partagés. La pénurie de logements accessibles et spacieux laisse aux familles, aux personnes handicapées et aux petits ménages nécessitant des aménagements pour la mobilité peu d'options appropriées. Les membres ont également exprimé une inquiétude croissante face aux réductions des financements fédéraux, à l'incertitude politique et à la montée du sentiment anti-immigrés, qui accroissent la vulnérabilité des communautés de nouveaux arrivants et font peser une pression émotionnelle sur le personnel de première ligne. Malgré tout, les membres de Calgary ont identifié des opportunités de partenariats renforcés, de planification coordonnée, de modèles de services partagés et de plaidoyer unifié pour soutenir les nouveaux arrivants, alors que le secteur doit composer avec des ressources de plus en plus restreintes et un paysage politique en mutation.

Dans les trois comités PEI, les membres ont décrit un système d'établissement soumis à une pression croissante, due à des lacunes persistantes en matière de formation linguistique, à l'aggravation des pressions sur le logement et à l'incertitude grandissante liée aux changements de politique fédérale et à la montée du sentiment anti-immigrés. Les longues listes d'attente du programme LINC, la perte des niveaux CLB 5-6 et les besoins de plus en plus complexes des clients limitent la capacité des nouveaux arrivants à progresser dans l'emploi, l'éducation et l'intégration communautaire. Parallèlement, la pénurie de logements, les obstacles liés à l'accessibilité financière et les problèmes d'accessibilité continuent de déstabiliser les familles et d'amplifier les tensions au sein de la communauté. Ces défis, combinés aux réductions de financement prévues et à l'escalade de la discrimination, exercent une pression émotionnelle et opérationnelle considérable sur le personnel de première ligne. Malgré cela, les membres de toutes les régions ont souligné l'importance de partenariats renforcés, d'une planification coordonnée, de modèles de services partagés et d'un plaidoyer unifié pour maintenir la capacité du secteur et soutenir le bien-être des nouveaux arrivants dans les mois à venir.

LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION ET DROITS DE L'HOMME

Au cours de toutes les discussions des comités PEI de 2025 au début de 2026, les membres ont constamment souligné que la discrimination systémique, les traitements inéquitables et les obstacles liés aux droits de la personne demeurent des obstacles majeurs au bien-être, à la sécurité et à l'intégration des nouveaux arrivants en Alberta. Les organismes ont fait état de défis importants, notamment la discrimination dans les processus de location, l'exploitation au travail, les incidents motivés par la haine et la montée du sentiment anti-immigrants. Ces obstacles touchent de manière disproportionnée des groupes tels que les nouveaux arrivants issus de minorités ethniques, les travailleurs étrangers temporaires, les

étudiants internationaux, les clients LGBTQ+, les victimes de violence et les nouveaux arrivants en situation de handicap.

FÉVRIER 2025

En février 2025, les participants des comités PEI ont fait état de préoccupations persistantes concernant l'exploitation sur le lieu de travail, en particulier chez les travailleurs étrangers temporaires (TFWs en anglais), dont beaucoup hésitaient à signaler les violations par crainte de représailles ou de conséquences liées à l'immigration. Les membres ont également noté une augmentation de la discrimination en matière de loyer et des pressions sur l'accessibilité financière, limitant encore davantage l'accès à un logement stable. Les inégalités d'accès aux services de santé et de santé mentale ont continué d'affecter de manière disproportionnée les familles racialisées, les survivants de violences et les femmes peu alphabétisées. Les participants ont souligné l'importance de promouvoir une orientation en matière de logement fondée sur les droits, d'améliorer les mécanismes de signalement sécurisés et d'étendre les soutiens en santé mentale adaptés à la culture.

AOÛT 2025

En août 2025, les organismes situés en milieu rural et dans les petites localités ont signalé des difficultés persistantes d'accès à des soins de santé, à un soutien juridique et à des services linguistiques adaptés à la culture, ce qui contribuait à des expériences de service inévitables. Les membres ont observé une résistance croissante aux efforts antiracistes et une surveillance accrue des étudiants internationaux, ce qui suggère un changement dans le discours public. Les clients francophones et racialisés se heurtaient à des obstacles qui se recoupaient, notamment le manque d'ouverture des employeurs, la disponibilité limitée des services et les préjugés linguistiques systémiques. Parallèlement, Edmonton et Calgary ont fait état de progrès dans les initiatives antiracistes communautaires et du renforcement des filières d'orientation, grâce à une conception des services adaptée à la culture.⁵

NOVEMBRE 2025

En novembre 2025, les participants ont souligné la nécessité d'adopter des approches coordonnées pour contrer la montée des discours anti-immigrés, notamment en démystifiant les idées reçues, en racontant des histoires et en dialoguant avec les communautés exprimant des points de vue mitigés ou négatifs sur l'immigration. Les organismes ont insisté sur le fait qu'un partenariat efficace avec les Autochtones nécessite

⁵ Voir [les opportunités d'engagement communautaire du Comité d'action antiracisme de Calgary — Quartier 9 Great Neighbourhoods Calgary – Gian-Carlo Carra](#) ; [Comité d'action antiracisme](#) ; [L'antiracisme dans notre ville | Ville d'Edmonton](#)

une collaboration à long terme, fondée sur des relations, plutôt que des initiatives symboliques ou ponctuelles. Les problèmes d'accessibilité restaient très répandus, en raison de structures de financement inadaptées, de lacunes en matière d'infrastructures et d'obstacles liés à la langue ou à la culture numérique. Le modèle basé sur les bibliothèques d'Edmonton a été identifié comme une approche prometteuse et évolutive pour fournir des services multi-accès et facilement accessibles.⁶

FÉVRIER 2026

En février 2026, les participants de toutes les régions ont signalé une escalade des incidents motivés par la haine, de l'exploitation sur le lieu de travail et des sentiments anti-immigrants, ce qui a accru les risques pour les travailleurs étrangers temporaires, les demandeurs d'asile et les étudiants internationaux. D'importantes lacunes en matière de formation linguistique, notamment la suppression des niveaux 5 et 6 du programme LINC, ont été identifiées comme retardant les progrès des nouveaux arrivants vers l'emploi et une intégration plus large. Les difficultés en matière de logement ont persisté, la discrimination, la surpopulation et l'accessibilité limitée touchant de manière disproportionnée les familles nombreuses, les personnes handicapées et les ménages à faible revenu.

Pour la période 2025-2026, les réunions des comités PEI montrent un secteur confronté à une discrimination croissante, mais aussi profondément engagé dans la protection des droits, l'inclusion et l'action coordonnée entre les communautés. Les organismes continuent d'aller de l'avant par le biais de la défense des droits, de l'établissement de partenariats, de la sensibilisation du public et de modèles de services collaboratifs, même si les pressions s'intensifient. Le message est constant : lutter contre la discrimination nécessite des stratégies à long terme, coordonnées et à l'échelle de la province, fondées sur l'équité, la sécurité culturelle et les perspectives des nouveaux arrivants. Malgré des pressions croissantes, les comités ont souligné l'importance d'une planification coordonnée, de modèles de services partagés et d'un plaidoyer unifié pour protéger les droits des nouveaux arrivants.

Les discussions menées dans le cadre de l'initiative PEI au cours du cycle 2025-2026 ont suggéré que, bien que des lacunes systémiques persistent, des pratiques prometteuses émergent à la croisée de l'accessibilité, de la collaboration et de la conception communautaire. Ces tendances laissent entrevoir des opportunités évolutives pour le

⁶ Voir [Plan stratégique et rapports | Bibliothèque publique d'Edmonton](#)

prochain cycle des comités PEI, en particulier si elles sont soutenues par un financement stable, une coordination intentionnelle et un plaidoyer collectif.

LEÇONS TIRÉES

Le cycle 2025-2026 de l'initiative (PEI) a mis en lumière des enseignements clés concernant le secteur de l'établissement et de l'intégration des nouveaux arrivants en Alberta. Ce cycle de réunions a rassemblé des organismes de toute l'Alberta afin d'examiner les pressions émergentes, les lacunes en matière de services et les défis systémiques affectant l'intégration des nouveaux arrivants. Grâce à des discussions ancrées au niveau régional, les membres ont identifié les obstacles persistants et les opportunités stratégiques qui façonneront la planification, la défense des droits et l'action coordonnée futures à l'échelle du système d'établissement et d'intégration. Les enseignements tirés ci-dessous reflètent les perspectives collectives des participants aux comités PEI et soulignent les enjeux clés nécessitant une attention à l'échelle du secteur.

Des barrières linguistiques persistantes et croissantes à l'intégration

Dans les régions urbaines comme rurales, les nouveaux arrivants continuent de se heurter à des obstacles majeurs pour accéder à une formation formelle en anglais, les programmes LINC étant souvent indisponibles ou surchargés. En conséquence, de nombreux nouveaux arrivants prêts à travailler ne parviennent pas à atteindre les niveaux CLB requis pour l'emploi et l'éducation. Les listes d'attente de 12 à 18 mois, en particulier pour les niveaux CLB 1 à 4 et les cours d'alphabétisation, retardent considérablement les progrès en matière d'emploi et de compétences de la vie quotidienne. Un faible niveau de maîtrise de la langue maternelle et de littératie numérique restreint encore davantage l'accès à l'apprentissage en ligne et aux soutiens. Ces obstacles touchent de manière disproportionnée les femmes, les familles rohingyas et d'autres communautés racialisées, les nouveaux arrivants francophones et les apprenants peu alphabétisés, ce qui ralentit l'intégration et aggrave les inégalités.

Accès insuffisant à des services de santé adaptés à la culture et coordonnés

Les organismes ont fait état de résultats positifs grâce aux accompagnateurs en santé, aux cliniques mobiles et aux partenariats en santé mentale, mais les longs délais d'attente et les barrières linguistiques persistantes continuent de limiter l'accès aux soins essentiels. Les lacunes au sein des systèmes de santé traditionnels, les services spécialisés limités en milieu rural et les changements politiques à venir touchent de manière disproportionnée les

nouveaux arrivants vulnérables. Ces défis exercent une pression croissante sur les organismes d'établissement pour qu'ils comblient les lacunes en matière de services.

Les femmes sont confrontées à des obstacles supplémentaires en raison du manque de services de garde d'enfants et d'espaces culturellement adaptés, ce qui conduit à l'isolement et ralentit l'apprentissage de la langue. Les organismes ont souligné la nécessité de disposer de parcours d'orientation plus clairs, d'une meilleure coordination et de remédier à la pénurie d'instructeurs afin d'améliorer la navigation dans le système.

Les nouveaux arrivants restent pris au piège entre travail et apprentissage

De nombreux nouveaux arrivants doivent immédiatement occuper des emplois de survie, malgré leur manque de maîtrise de l'anglais, mais les horaires irréguliers les empêchent de suivre des cours, les laissant incapables de progresser tant sur le plan professionnel que linguistique. L'immigration francophone croissante se heurte au marché du travail de l'Alberta, dominé par l'anglais, forçant les francophones qualifiés à repartir de zéro en anglais sans parcours clairs reconnaissant leurs qualifications existantes.

Accessibilité financière, disponibilité et accessibilité du logement

Partout en Alberta, la pénurie de logements, les loyers élevés, la surpopulation et le manque de logements accessibles ou adaptés aux familles nombreuses créent une instabilité qui perturbe l'apprentissage de la langue, la préparation à l'emploi et le bien-être familial. Les règles d'occupation empêchent souvent les petits ménages ayant des besoins en matière de mobilité d'accéder à des logements « accessibles », laissant ceux qui ont besoin d'aménagements spéciaux dans l'impossibilité de se qualifier malgré l'existence de logements disponibles.

Réductions des financements et montée du sentiment anti-immigrés

L'examen des dépenses de l'IRCC et les réductions de financement prévues pour 2026 créent de l'incertitude, risquent de réduire les services essentiels et augmentent la pression opérationnelle sur le personnel de première ligne et les organismes. Les incidents motivés par la haine, la discrimination au travail et l'hostilité croissante du public envers les immigrants — en particulier les groupes racialisés — amplifient la vulnérabilité et aggravent les besoins en matière de services.

Une forte capacité d'adaptation et d'innovation en première ligne

L'expertise locale et les modèles de prestation flexibles constituent des atouts puissants qui doivent être protégés et développés. Les participants des comités PEI ont constamment démontré leur capacité à s'adapter aux lacunes systémiques en élaborant des solutions pratiques et centrées sur le client. Le recours à des accompagnateurs en santé, à des cliniques mobiles, à des espaces d'apprentissage informels et à des collaborations interinstitutionnelles témoigne d'une forte culture d'innovation, même en cas de contraintes de ressources. Cela reflète un engagement commun à répondre aux besoins des nouveaux arrivants malgré les pressions liées aux politiques, au financement et aux capacités.

Compréhension approfondie de l'équité et des impacts différenciés

Ancrer la planification dans l'expérience vécue et les impacts ventilés renforce la pertinence et l'efficacité. Les participants ont fait preuve d'une compréhension solide et nuancée de la manière dont les obstacles affectent différemment les nouveaux arrivants — en particulier les femmes, les nouveaux arrivants francophones, les communautés racialisées, les apprenants peu alphabétisés et les résidents ruraux. Cette perspective fondée sur l'équité a permis aux discussions des comités PEI d'aller au-delà des solutions « universelles » pour s'orienter vers des approches ciblées et adaptées à la culture.

Engagement en faveur de la collaboration malgré la fragmentation du système

La collaboration fondée sur les relations est un atout essentiel qui soutient le système d'établissement en période d'instabilité et de changement. Même dans un système fragmenté, les organismes ont activement recherché une coordination multisectorielle, des voies d'orientation informelles et une résolution partagée des problèmes entre les secteurs de l'établissement, de la santé, de l'éducation, de l'emploi et du logement. Cette collaboration a réduit l'isolement, amélioré l'orientation vers les services et comblé les lacunes là où les systèmes formels font défaut.

Résilience face à l'incertitude et aux pressions externes

La détermination collective et un leadership fondé sur des valeurs sont des atouts essentiels lors des cycles politiques et de financement à haut risque. Malgré les réductions de financement, la pression sur le personnel et la montée du sentiment anti-immigrés, les participants des comités PEI ont continué à fournir des services, à défendre les intérêts de

leurs clients et à se soutenir mutuellement. Cette résilience met en évidence un engagement organisationnel fort et un objectif commun à l'ensemble du secteur.

Diagnostic honnête des lacunes systémiques

Une identification claire et franche des problèmes est un atout qui permet une planification réaliste et stratégique. Les participants n'ont pas hésité à nommer des réalités difficiles, telles que le dilemme entre travail et apprentissage, les inadéquations en matière de logement et les goulots d'étranglement du système linguistique. Cette honnêteté renforce le PEI en tant que forum de planification et permet aux participants de défendre plus efficacement leurs causes en s'appuyant sur des données factuelles.

Dans l'ensemble, ces enseignements mettent en évidence un système d'établissement soumis à une pression constante, où des obstacles structurels persistants — notamment en matière d'accès aux services linguistiques, de logement, de soins de santé et d'emploi — continuent de retarder l'intégration et d'aggraver les inégalités pour de nombreux nouveaux arrivants. L'aggravation des lacunes en matière de formation linguistique, le dilemme entre travail et apprentissage et l'instabilité du logement se recoupent de manière à affecter de façon disproportionnée les femmes, les nouveaux arrivants francophones, les communautés racialisées, les apprenants peu alphabétisés et les résidents ruraux, tandis que l'incertitude du financement et la montée du sentiment anti-immigrés amplifient encore davantage les risques et la vulnérabilité. Dans le même temps, le cycle 2025-2026 de l'Initiative d'établissement (PEI) met en évidence les atouts significatifs du secteur : une forte innovation sur le terrain, une compréhension approfondie des impacts différentiels fondée sur l'équité, et une collaboration soutenue, basée sur les relations, entre des systèmes fragmentés. Les participants ont fait preuve de résilience, d'un leadership fondé sur des valeurs et d'une volonté de nommer honnêtement les lacunes systémiques, positionnant ainsi le PEI comme un forum crédible pour une planification fondée sur des données probantes et un plaidoyer collectif. Ces enseignements mettent en évidence un impératif clair pour le prochain cycle du PEI : protéger et déployer à plus grande échelle les pratiques efficaces, renforcer la coordination entre les systèmes et s'attaquer aux obstacles structurels à l'aide de solutions intentionnelles, axées sur l'équité et durables.

PROCHAINES ÉTAPES ET CONCLUSION

S'appuyant sur les leçons tirées du cycle 2025-2026 pour les comités PEI, la prochaine phase de travail s'appuiera encore davantage sur l'expertise collective et la participation des membres des comités PEI de Calgary, d'Edmonton et des petits centres.

Les observations des membres ont clairement montré que pour s'attaquer aux obstacles persistants à l'échelle de la province (par exemple, les barrières linguistiques, les pressions sur le logement, les inégalités du système de santé et la montée du sentiment anti-immigrés), il faut une collaboration multisectorielle coordonnée, fondée sur l'expérience de terrain. Alors que l'AAISA continue de rassembler, de synthétiser et de diffuser les connaissances régionales, le PEI ira de l'avant en renforçant la collaboration impulsée par les membres, en comblant les lacunes en matière de services identifiées lors des discussions des comités et en faisant progresser les améliorations au niveau du système, guidées par les priorités soulevées par les membres.

Parmi les priorités clés pour le cycle 2026-2027 de l'initiative PEI, on peut citer :

- Soutenir le développement de partenariats : Encourager la collaboration entre les prestataires de services, les employeurs et les administrations locales en créant, par le biais des discussions des comités PEI, un espace propice à l'établissement de relations, au partage d'informations et à l'alignement sur des priorités communes. Cela inclut le soutien au dialogue entre les comités de Calgary, d'Edmonton et des petits centres afin d'aider à identifier les opportunités d'approches plus coordonnées au niveau du système.
- Soutenir les capacités du secteur et l'alignement interrégional : utiliser les forums de l'IEP pour promouvoir l'apprentissage partagé, les discussions sur le développement de la main-d'œuvre et la coordination entre les organismes et les régions. Cela peut inclure l'exploration d'options de formation partagée, d'approches de services inter-organismes et de planification régionale alignée, ainsi que le soutien à des messages cohérents et à des actions de plaidoyer lorsque cela est approprié.
- Faciliter la coordination interrégionale et l'échange de connaissances : tirer parti des réunions de des comités (PEI) pour renforcer la communication et la collaboration entre les comités régionaux, en mettant l'accent sur le partage des pratiques prometteuses et des défis communs liés à l'accès linguistique, au logement et aux parcours de soins adaptés à la culture, tout en favorisant des stratégies régionales mieux informées et plus cohérentes.
- Encourager un dialogue collaboratif sur la discrimination et la perception du public : offrir aux participants, au sein des structures du PEI, des occasions de partager leurs expériences, leurs préoccupations émergentes et leurs pratiques prometteuses en matière de discrimination, de sentiment anti-immigrés, de relations entre

Autochtones et nouveaux arrivants, et d'engagement intercommunautaire, en reconnaissant la diversité des contextes régionaux.

- Promouvoir une participation éclairée et inclusive : Encourager l'engagement actif des membres lors des réunions des comités PEI et des enquêtes connexes afin de garantir que les discussions reflètent la diversité des perspectives régionales. La collecte continue de commentaires contribuera à éclairer la planification de PEI, à renforcer la compréhension interrégionale et à soutenir le rôle de l'AAISA dans la coordination et la défense des intérêts du secteur.

Le cycle PEI 2025-2026 souligne l'importance de maintenir une orientation commune vers l'accessibilité, la collaboration et la défense des intérêts afin de soutenir un écosystème d'établissement accueillant et inclusif en Alberta. Les enseignements collectifs tirés de ce cycle renforcent la nécessité d'une approche réactive et durable de l'intégration — une approche qui reconnaît la complexité des expériences des nouveaux arrivants et garantit l'accès aux soutiens et aux ressources nécessaires à leur réussite à long terme. La perspicacité, l'engagement et le leadership dont font preuve les membres de l'IEP à travers la province restent essentiels pour renforcer le cadre d'établissement de l'Alberta et faire progresser des solutions coordonnées et axées sur l'équité.

Alors que l'initiative PEI entame son prochain cycle, l'engagement continu des membres sera essentiel pour bâtir sur ces bases solides. En mettant en avant les connaissances régionales, les enjeux émergents et les pratiques innovantes, les organismes membres jouent un rôle vital dans l'élaboration de stratégies fondées sur des données probantes et d'une approche provinciale unifiée en matière d'établissement et d'intégration des nouveaux arrivants. Grâce à une collaboration soutenue et à un leadership partagé, le secteur est bien placé pour favoriser des communautés plus cohésives, résilientes et inclusives où les nouveaux arrivants de toute l'Alberta peuvent s'épanouir.